



Titre: Procédure de la Direction générale des biens immobiliers pour la gérance des édifices fédéraux du patrimoine

1. Date d'entrée en vigueur : 3 septembre 2008

2. Annulation :

Remplace la politique GBI : 8.9 Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) (1^{er} avril 1995).

3. Autorité :

Cette procédure est émise sous l'autorité du directeur générale, Gestion des services professionnels et techniques (DG, GSPT), Direction générale des biens immobiliers (DGBI), Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC).

4. Contexte :

Cette procédure devrait être lue en utilisant parallèlement la *Politique de la Direction générale des biens immobiliers pour la gérance des édifices fédéraux du patrimoine*.

5. Objet :

Voici les objectifs de cette procédure :

1. S'assurer que la DGBI se conforme à la *Politique du Conseil du Trésor en matière de gestion des biens immobiliers*, telle qu'elle s'applique aux édifices fédéraux du patrimoine;
2. Déterminer les rôles et établir les processus de mise en œuvre nécessaires pour assurer la conformité continue de la DGBI avec la Politique du CT;
3. Faciliter la coordination des communications entre le ministère et le BEEFP;
4. Assurer un niveau de conformité approprié en ce qui concerne la planification et la tenue de dossiers à l'échelle régionale et nationale;
5. Permettre à la DGBI d'établir des objectifs et des rapports concernant sa conformité avec la Politique du CT.

Des conseils supplémentaires, des pratiques exemplaires recommandées et des renseignements concernant les possibilités de formation ainsi que les pratiques propres aux régions sont disponibles auprès des coordonnateurs nationaux et régionaux du patrimoine.

6. Sommaire de la procédure :

Cette procédure établit les rôles et les processus de mise en œuvre qui visent à soutenir la conformité de la DGBI aux exigences propres au patrimoine de la Politique du CT. Ces exigences, dont l'objectif consiste à protéger le caractère patrimonial des édifices fédéraux, doivent être satisfaites tout en respectant les autres objectifs du gouvernement fédéral comme l'accessibilité, la gestion du cycle de vie, etc.



Les rôles de conformité particuliers sont définis tout au long de cette procédure; pour obtenir un résumé des responsabilités liées aux rôles écrits en **caractère gras** dans le texte qui suit, veuillez vous reporter à l'annexe B.

Voici les processus particuliers qui sont abordés dans cette procédure :

- l'évaluation des édifices afin de déterminer leur valeur patrimoniale (section 6.1);
- l'examen des interventions qui proposent de modifier les édifices (section 6.2);
- l'examen des méthodes d'aliénation ou de démolition d'un édifice qui sont proposées (section 6.3);
- la surveillance et l'évaluation des activités de conformité de la DGBI ainsi que l'établissement de rapports à ce sujet (section 6.4).

6.1 Évaluation

6.1.1 Contexte – Objectif

La Politique du CT exige que, 40 ans après leur construction, tous les édifices qui sont la propriété du gouvernement fédéral fassent l'objet d'une évaluation du BEEFP visant à déterminer s'ils ont un caractère patrimonial. Cette directive s'applique également aux édifices de plus de 40 ans qu'un ministère envisage d'acquérir.

Voici l'objectif de la procédure d'évaluation :

- a) Les édifices de TPSGC sont soumis à une évaluation du BEEFP qui est systématiquement planifiée et mise en œuvre et qui fait l'objet d'une reddition de comptes;
- b) Les représentants ministériels compétents participent au processus d'évaluation du BEEFP;
- c) Les résultats de l'évaluation sont diffusés au sein de la DGBI.

Il est à noter qu'il peut y avoir des variations régionales et des pratiques exemplaires; toutefois, il s'agit de la procédure minimale qui doit être suivie au sein de la DGBI. Pour obtenir de plus amples renseignements, il suffit de communiquer avec le **coordonnateur régional du patrimoine**.

6.1.2 Présentation des édifices au BEEFP aux fins d'évaluation

Le **coordonnateur régional du patrimoine** prépare et maintient une liste des édifices dans leur région qui doivent faire l'objet d'une évaluation par le BEEFP pendant le prochain exercice. Les édifices sont classés par ordre de priorités en fonction de leur âge et des interventions prévues (y compris l'acquisition ou l'aliénation). Une copie de cette liste est fournie au **coordonnateur national du patrimoine**.

Le gestionnaire des biens (ou son délégué) recueille les renseignements requis par le BEEFP dans son document d'information préliminaire, et présente la documentation au BEEFP. Le **coordonnateur régional du patrimoine** peut offrir des conseils pour recueillir des informations, et au minimum passe en revue les documents avant que ceux-ci soient envoyés au BEEFP.

Compte tenu de la durée des examens du BEEFP, il est recommandé de communiquer avec le secrétariat du BEEFP avant de préparer une présentation. Cette exigence est encore plus importante dans le cas des demandes urgentes ou des demandes visant plusieurs édifices.

Le BEEFP déterminera si l'édifice présenté sera rejeté, évalué au moyen d'un processus d'analyse comparative ou évalué par le Comité des édifices fédéraux du patrimoine. Si le BEEFP rejette l'édifice (d'après des évaluations antérieures ayant trait à des édifices semblables), un avis sera envoyé au **coordonnateur national du patrimoine** qui en obtiendra l'accord du **représentant de la DGBI auprès du BEEFP**, du gestionnaire des biens (qui a soumis la demande), et du **coordonnateur régional du patrimoine**.

Le processus d'évaluation par point de repère est généralement appliqué lorsqu'un grand nombre d'édifices semblables est présenté au même moment ou lorsqu'un même type d'édifices s'est vu attribuer des notes similaires antérieurement. Dans ce cas, le BEEFP envoie un rapport d'évaluation de l'analyse comparative au **coordonnateur national du patrimoine** qui en obtiendra l'accord du **représentant de la DGBI auprès du BEEFP**, du gestionnaire des biens (qui a soumis la demande), et du **coordonnateur régional du patrimoine** quant à la note recommandée. Lorsqu'ils n'approuvent pas cette note, ils peuvent répondre et proposer une autre note, puis donner une justification appropriée.

Il est également très important de noter que lorsque TPSGC envisage d'acquérir un édifice de plus de 40 ans, le Ministère doit consulter le BEEFP au sujet de la présentation de cet édifice à des fins d'évaluation *avant* que l'acquisition soit faite. Les conseillers en immobilier communiqueront avec le **coordonnateur régional du patrimoine** afin d'obtenir de l'aide lors des consultations auprès du BEEFP.

6.1.3 Évaluation des édifices

En ce qui concerne les édifices qui sont évalués par le Comité des édifices fédéraux du patrimoine, qui comprend trois représentants du ministère qui présente un édifice, la DGBI est représentée par le **représentant de la DGBI auprès du BEEFP** (qui provient du Secteur de la gestion des locaux et du portefeuille), par un représentant de la Direction de la conservation du patrimoine (Secteur de la gestion des services professionnels et techniques) et par un employé relevant d'un bureau régional qui connaît l'édifice (habituellement la personne qui a soumis la demande, soit le **coordonnateur régional du patrimoine** ou le gestionnaire des biens). Dans leur rôle de représentants ministériels, ces trois personnes ont le pouvoir de représenter les intérêts de la DGBI au sein du Comité des édifices fédéraux du patrimoine. D'autres personnes peuvent assister à la réunion à titre d'observateurs afin de fournir des précisions ou des renseignements généraux supplémentaires, mais elles n'attribuent pas de note à l'édifice. Le **coordonnateur national du patrimoine** coordonne la participation des trois représentants de la DGBI, agissant comme point de contact avec le BEEFP pour la distribution des informations.

Avant la réunion du Comité des édifices fédéraux du patrimoine, les représentants de la DGBI attribuent une note à l'édifice, en fonction du Rapport sur un édifice à valeur patrimoniale produit et distribué par le BEEFP, à l'aide des critères d'évaluation du BEEFP et de la fiche de notation du BEEFP (ces deux documents sont disponibles auprès du **coordonnateur régional du patrimoine** ou sur le [site Web du BEEFP](#)). D'après les discussions qui se sont tenues pendant la

réunion, le Comité des édifices fédéraux du patrimoine en vient à un consensus sur la note finale attribuée à l'édifice.

Il est important de noter que la participation des trois représentants de la DGBI au processus menant à l'attribution de la note finale confirme l'acceptation des résultats de l'évaluation par le Ministère.

6.1.4 Diffusion des résultats de l'évaluation

Le procès-verbal des notes de la réunion d'évaluation et le dossier d'évaluation de l'édifice sont préparés par le BEEFP et transmis aux membres du Comité des édifices fédéraux du patrimoine à des fins de révision. Les trois représentants de la DGBI s'assurent que les notes ainsi que le dossier d'évaluation de l'édifice reflètent fidèlement les discussions et la note finale du Comité.

Lorsque le Comité des édifices fédéraux du patrimoine recommande la désignation d'un édifice, le BEEFP prépare une ébauche de l'énoncé de la valeur patrimoniale de l'édifice d'après les notes de la réunion qui ont été approuvées. Cette ébauche est envoyée à des fins d'examen au **coordonnateur national du patrimoine** qui en obtient l'accord des trois représentants de la DGBI qui ont participé à l'évaluation. Le **coordonnateur national du patrimoine** fait aussi parvenir à ces derniers la version finale de l'énoncé de valeur patrimoniale.

Le gestionnaire de biens (ou son délégué) s'assure que l'énoncé de la valeur patrimoniale est distribué aux employés de la DGBI compétents et qu'il est disponible sur les réseaux partagés localement ou sur les sites intranet, s'il y a lieu. Des dispositions sont également prises afin de mettre à jour le Système du répertoire des installations (SRI) et d'y intégrer les résultats du processus d'évaluation (que l'édifice soit recommandé à des fins de désignation ou non).

Il est à noter qu'un édifice ne sera « officiellement » considéré à des fins de désignation et ajouté au Répertoire des édifices fédéraux du patrimoine du BEEFP qu'une fois que le ministre de l'Environnement aura accepté la recommandation du Comité. Pour ce qui est des édifices situés dans la région de la capitale nationale, la Commission de la capitale nationale doit également accepter la recommandation du Comité.

6.2 Examen de l'intervention en vue de modifications

6.2.1 Contexte – Objectif

Selon la Politique du CT, les ministères sont responsables du respect et de la conservation du caractère patrimonial des édifices fédéraux du patrimoine. La politique renferme des obligations précises afin de garantir qu'un examen des interventions proposées qui peuvent avoir des répercussions sur le caractère patrimonial d'un édifice désigné est effectué.

Dans le cas des édifices classés, cet examen doit être effectué au moyen d'une présentation au BEEFP. En ce qui concerne les édifices reconnus, les ministères doivent eux-mêmes obtenir des « conseils appropriés en matière de conservation ». À la DGBI, un processus d'examen interne est mené, mais des consultations auprès du BEEFP peuvent également être requises.

Afin de respecter l'objectif global de la Politique du CT, soit la protection du caractère patrimonial des édifices fédéraux du patrimoine, les conseils en matière de conservation devraient également faire partie d'une planification du portefeuille et des biens à long terme, ainsi que de la mise en œuvre du Système national de gestion de projet (SNGP). Pour obtenir de plus amples renseignements, il suffit de communiquer avec le **coordonnateur régional ou national du patrimoine**.

L'objectif de l'examen d'intervention ci-dessous est le suivant :

- a) S'assurer que les projets concernant des édifices classés de DGBI (qui pourraient avoir des répercussions sur le caractère patrimonial) sont cernés et que l'examen effectué par le BEEFP est planifié et mis en œuvre et qu'il fait l'objet d'une reddition de comptes de façon uniforme à l'échelle nationale;
- b) S'assurer que les représentants ministériels compétents participent à l'examen « officiel » des projets concernant des édifices classés de la DGBI qui est effectué par le Comité des édifices fédéraux du patrimoine du BEEFP (au besoin);
- c) S'assurer que les projets concernant des édifices reconnus de la DGBI (qui pourraient avoir des répercussions sur le caractère patrimonial) sont cernés et que l'examen effectué par des experts en conservation compétents est planifié et mis en œuvre et qu'il fait l'objet d'une reddition de comptes de façon uniforme à l'échelle nationale.

Il est à noter qu'il s'agit de la procédure minimale qui doit être suivie au sein de la DGBI; toutefois, il peut y avoir des variations régionales et des pratiques exemplaires, comme les **Comités régionaux du patrimoine** qui soutiennent les activités de conformité dans les régions. En ce qui concerne les édifices gérés par un tiers (autres formes de prestation de services [AFPS]), les protocoles établis relativement aux communications entre TPSGC et l'entrepreneur chargé des AFPS peuvent varier selon la région afin de s'assurer que la conformité de TPSGC à la Politique du CT est mise en œuvre. Mais tel que décrits dans cette procédure, tout les avis en conservation reçus et toutes décisions prises doivent être documentés. Le **coordonnateur régional du patrimoine** peut fournir des conseils quant à la manière de recourir aux services d'experts-conseils qui possèdent les compétences nécessaires en matière de conservation. Pour obtenir des conseils supplémentaires, il suffit de consulter le site Web du SNGP.

6.2.2 Mise en œuvre et surveillance

Les conseils en matière de conservation fournis par le BEEFP ou découlant du processus d'examen interne ne soutiennent ni l'approbation ni le rejet d'un projet, ils formulent plutôt des recommandations visant à protéger le caractère patrimonial d'un édifice. La DGBI conserve la responsabilité définitive quant à la gestion de ses biens immobiliers d'une manière qui répond aux exigences légales et aux exigences du code, tout en trouvant l'équilibre entre les priorités ministérielles et les objectifs du gouvernement fédéral, notamment la protection du caractère patrimonial.

Les gestionnaires de projet doivent suivre le processus décrit ci-dessous pour obtenir un examen d'intervention par le BEEFP ou démontrer que les avis appropriés en matière de conservation ont été obtenus. Pour harmoniser les objectifs liés au patrimoine avec tous les autres objectifs de projets, ils devraient présenter des conseils en matière de conservation ainsi que des recommandations à n'importe quel comité d'examen de la conception ou comité d'examen des

projets qui existe au sein de leur région. Il est recommandé d'inviter les **experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine** et/ou le **coordonnateur régional du patrimoine** à participer aux discussions internes de la DGBI sur l'importance relative des objectifs du projet.

Le **coordonnateur régional du patrimoine** devrait participer aux discussions internes de TPSGC concernant l'importance relative des objectifs du projet. Si les conseils en matière de conservation ne sont pas appliqués dans le cadre du projet, la Politique du CT ne pourra pas être respectée. La position de la DGBI devrait donc être consignée et approuvée par le fondé de pouvoir délégué compétent, qui est généralement le Conseil régional de gestion des investissements. Cette justification devrait être fournie au **coordonnateur régional du patrimoine**, et ce, pour tous les édifices désignés, et au BEEFP s'il s'agit d'édifices classés.

Il est à noter que dans certaines régions, un Comité régional du patrimoine peut être établi afin d'examiner précisément les projets concernant des édifices désignés.

Pour coordonner l'examen des modifications à apporter aux édifices désignés et servir de point de départ à l'établissement de rapports de fin d'exercice, le **coordonnateur régional du patrimoine** produit, pour chaque exercice, une liste des projets à mener dans sa région qui devront être examinés. Cette liste de projets est créée en collaboration avec le personnel de gestion immobilière ou de gestion de projet compétent et, au besoin, en collaboration avec les **experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine** (afin de mesurer les répercussions potentielles sur le caractère patrimonial d'un édifice). Le **coordonnateur régional du patrimoine** distribue la liste aux employés responsables de la gestion du projet, sinon il met en évidence les projets afin de s'assurer que les employés sont au courant de l'exigence relative à l'examen qui s'applique à leur projet. Une copie de la liste est aussi envoyée au **coordonnateur national du patrimoine**.

6.2.3 Modifications aux édifices fédéraux du patrimoine classés

Le gestionnaire de projet est chargé d'obtenir auprès du BEEFP l'examen de tout projet susceptible d'avoir une incidence sur le caractère patrimonial de l'édifice classifié. Avant de soumettre le projet au BEEFP, les gestionnaires de projet doivent contacter le **coordonnateur régional du patrimoine** pour établir si un processus régional s'applique et pour recevoir des conseils pour l'examen de d'intervention par le BEEFP. La nature de l'examen dépendra de la portée, de l'importance et de la complexité du projet, et devra être déterminée en consultation avec le BEEFP aussitôt que possible dans le processus de planification du projet. En ce qui concerne les grands projets, l'examen d'intervention est normalement requis à l'étape du concept, de la mise au point et des étapes finales de la préparation de l'offre. Pour les projets très complexes, l'examen de certains aspects précis et d'étapes supplémentaires (33 %) du projet peut être nécessaire. Dans certains cas, le BEEFP peut demander qu'un examen d'intervention « officiel » soit effectué devant le Comité des édifices fédéraux du patrimoine (voir les examens d'intervention officiels ci-dessous). Le **coordonnateur régional du patrimoine** doit recevoir une copie de toute correspondance avec le BEEFP.

Si aucun processus régional s'applique, le gestionnaire de projet (ou son délégué) prépare les documents de présentation et les remet au BEEFP. Dans le cas des projets concernant des

édifices classés, il est fortement recommandé qu'ils soient d'abord examinés par le **coordonnateur régional du patrimoine** et / ou les **experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine** avant d'être acheminés au BEEFP à des fins d'examen.

Le BEEFP prépare un rapport de l'examen d'intervention, qui analyse le concept proposé pour déterminer ses répercussions sur le caractère patrimonial de l'édifice, et s'il est approprié, il fait des recommandations au ministre gardien. Cette analyse est effectuée d'après l'énoncé de la valeur patrimoniale de l'édifice et les *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada*. Le rapport est envoyé au gestionnaire de projet, et une copie est transmise au **coordonnateur régional du patrimoine**.

6.2.4 Examens d'intervention « officiels » du BEEFP

Pour les grands projets complexes, le BEEFP peut fixer un examen « officiel » du projet qui sera effectué par le Comité des édifices fédéraux du patrimoine. Comme pour l'évaluation des édifices (section 6.1 ci-dessus), le Comité des édifices fédéraux du patrimoine comprend trois représentants de la DGBI, soit le **représentant de la DGBI PSGC auprès du BEEFP**, un représentant de la Direction de la conservation du patrimoine et un employé relevant d'un bureau régional qui connaît bien l'immeuble (la plupart du temps le **coordonnateur régional du patrimoine**). Le **coordonnateur national du patrimoine** coordonne la participation des trois représentants de la DGBI, agissant comme point de contact avec le BEEFP pour la distribution des informations. Ces trois représentants ne devraient pas participer directement au projet qui est examiné. Avant la réunion d'examen d'intervention « officiel », le BEEFP fait parvenir aux membres du Comité des édifices fédéraux du patrimoine des copies des rapports et des dessins qui décrivent les modifications proposées, ainsi qu'une copie du rapport de l'examen d'intervention.

À la réunion de l'examen d'intervention « officiel », l'équipe de projet de SGBI (généralement le gestionnaire de projet et ses experts-conseils) présente le projet au Comité; un expert de la conservation du patrimoine du BEEFP présente ensuite le rapport de l'examen d'intervention. Le Comité discute du projet, arrive à un consensus sur les résultats et formule des commentaires au BEEFP, qui seront le fondement de la réponse du BEEFP au Ministère. La lettre du BEEFP est envoyée au gestionnaire de projet, et une copie est transmise au **coordonnateur régional du patrimoine**.

6.2.5 Modifications aux édifices fédéraux du patrimoine reconnus

Pour s'assurer que la DGBI peut démontrer que des conseils en matière de conservation appropriés ont été obtenus pour les modifications proposées à ses édifices fédéraux du patrimoine reconnus, les gestionnaires de projets doivent obtenir un examen interne de TPSGC. Ils doivent contacter le **coordonnateur régional du patrimoine** pour déterminer le niveau d'examen nécessaire, et pour établir si un processus d'examen spécifique à la région s'applique.

Selon la nature et la portée du projet, l'examen peut prendre la forme d'un simple courriel ou d'un examen officiel qui demande la participation d'experts de la conservation provenant de plusieurs disciplines. Pour les très grands projets complexes concernant des édifices reconnus, la participation du BEEFP peut s'avérer nécessaire.

Dans tous les cas, le gestionnaire de projet recevra par écrit l'examen de l'expertise en matière de conservation. Celle-ci évaluera les répercussions de la proposition sur le caractère patrimonial de l'édifice. Cette analyse est effectuée d'après l'énoncé de la valeur patrimoniale de l'édifice et les *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada*. Le gestionnaire de projet s'assure que l'équipe du projet considère l'examen comme partie intégrante des autres examens de la conception ou des projets.

Pour éviter de répéter les examens internes, dans les cas où l'équipe de gestion de la conception d'un projet comprend un expert de la conservation de TPSGC, cette personne ou ce groupe doit fournir au gestionnaire de projet, qui par la suite s'assure d'en faire copie au **coordonnateur régional du patrimoine**, une évaluation écrite des répercussions du projet sur les valeurs patrimoniales. Si le projet ne suivra pas les conseils offerts par l'expert de la conservation de TPSGC, le gestionnaire de projet doit documenter la justification et en donner une copie au **coordonnateur régional du patrimoine**.

6.3. Examen d'intervention en vue de l'aliénation ou de la démolition d'un édifice

6.3.1 Contexte – Objectif

Les ministères doivent respecter et conserver le caractère patrimonial des édifices fédéraux durant tout le cycle de vie de ceux-ci; en vertu de cette exigence, énoncée dans la Politique du CT, les ministères doivent consulter le BEEFP lorsqu'il est proposé d'aliéner ou de démolir un édifice fédéral du patrimoine qui est « classé » ou « reconnu ». De plus, ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour d'abord recourir à des solutions de rechange disponibles au sein du gouvernement fédéral, puis à des solutions offertes à l'externe. La protection du caractère patrimonial d'un bien peut également comprendre la protection de celui-ci après propriété, sous la forme de servitudes ou de désignations patrimoniales gérées par une municipalité ou une province donnée. Ces exigences s'appliquent autant à l'aliénation d'un bien « courant » que d'un bien « stratégique », selon les définitions données dans la *Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires* du Conseil du Trésor.

Les démolitions sont jugées comparables aux aliénations, et comme elles supposent la destruction d'un bien à caractère patrimonial, les ministères doivent, dans le cadre d'un processus similaire, démontrer au BEEFP qu'ils ont tout mis en œuvre pour trouver une solution de rechange.

Les objectifs des méthodes d'aliénation ou de démolition énoncées ci-après sont les suivants :

- a) Veiller à ce que l'examen du BEEFP auquel a été soumis un projet d'aliénation d'un édifice patrimonial désigné de la DGBI a fait l'objet d'une planification, d'une mise en œuvre et de rapports uniformes à l'échelle nationale;
- b) Veiller à ce que l'examen du BEEFP auquel a été soumis un projet de démolition d'un édifice patrimonial désigné de la DGBI a fait l'objet d'une planification, d'une mise en œuvre et de rapports uniformes à l'échelle nationale.

Lorsqu'un édifice a été déclaré excédentaire aux exigences du programme, le **coordonnateur régional du patrimoine** doit en être avisé pour établir si un processus d'examen spécifique à la région s'applique. Le **coordonnateur régional du patrimoine** prépare et tient à jour une liste

de projets d'aliénations; une copie de cette liste est fournie au **coordonnateur national du patrimoine**.

Se reporter à l'annexe D : Lignes directrices pour déployer les meilleurs efforts dans le cadre du processus d'aliénation.

6.3.2 Aliénations

Tous les projets d'aliénation d'édifices fédéraux du patrimoine, qu'il s'agisse d'un bien « courant » ou d'un bien « stratégique », doivent être présentés au BEEFP aux fins d'examen. Pour faciliter les consultations avec le BEEFP et pour appliquer une approche uniforme dans la DGBI, il est recommandé que les conseillers en immobilier consulte avec leur **coordonnateur régional du patrimoine** avant d'informer le BEEFP par écrit qu'un édifice a été jugé excédentaire par rapport aux exigences du programme.

Pour s'assurer qu'ils font de leur mieux afin de trouver des utilisations de rechange convenables, les conseillers en immobilier devraient s'adresser au **coordonnateur régional du patrimoine**; ce dernier peut fournir des données historiques supplémentaires sur les édifices, assurer la liaison avec d'autres administrations et proposer des mécanismes appropriés de protection après propriété. On recommande que le BEEFP soit aussi consulté tout au long de ce processus, aux fins d'examen des options possibles.

Avant de rendre leur décision finale sur la nature de la protection après propriété et le niveau de protection requis, les conseillers en immobilier doivent soumettre au BEEFP un résumé des points suivants :

- Les consultations effectuées auprès d'autres ministères et administrations, de même qu'auprès du BEEFP, au sujet d'éventuelles utilisations de rechange et du niveau d'importance de l'édifice;
- Les différentes options prises en compte relativement à la protection après propriété;
- La nature et le niveau de tout type de protection après propriété que la DGBI propose d'intégrer dans la convention de vente.

Une copie de ce sommaire est aussi fournie au **coordonnateur régional du patrimoine**.

Si les recommandations du BEEFP ne sont pas appliquées au projet d'aliénation, on devrait exposer la position de la DGBI dans un document et la faire approuver par le représentant compétent. Cette position devrait également être communiquée au BEEFP et au coordonnateur régional du patrimoine.

Par ailleurs, les conseillers en immobilier doivent aviser le BEEFP ainsi que le **coordonnateur régional du patrimoine** du fait qu'un édifice a été rayé du répertoire fédéral; ils doivent également leur signaler la date de la vente de même que le nom du nouveau propriétaire. Ensuite, le **coordonnateur régional du patrimoine** doit informer le **coordonnateur national du patrimoine** de ce changement au répertoire.

6.3.3 Démolition

Lorsqu'on envisage de démolir un édifice du patrimoine désigné, le BEEFP doit être consulté le plus rapidement possible au cours du processus, afin que toutes les options raisonnables soient examinées. Le processus visant à définir et à évaluer ces options devrait comporter :

- Une connaissance approfondie de l'état de l'édifice;
- Une évaluation rigoureuse des stratégies d'investissement ou de réaménagement de rechange possibles;
- La considération de la possibilité de mettre l'édifice hors service;
- La consultation des groupes concernés.

Il est fortement recommandé que le **coordonnateur régional du patrimoine** soit contacté pour établir si un processus d'examen spécifique à la région s'applique, et pour obtenir des conseils pour les consultations avec le BEEFP.

Le résultat des consultations et un sommaire des options et alternatives considérées doivent être soumis au BEEFP. Cette soumission doit inclure une justification détaillée de la décision de démolir l'édifice. Quoiqu'il appartienne au gestionnaire de projet de préparer l'information, il est fortement recommandé que le **coordonnateur régional du patrimoine** passe en revue l'information, en collaboration, au besoin, avec les **experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine**. L'information doit exposer sommairement les options et les solutions de rechanges considérées et présenter les raisons qui ont motivé la décision finale de démolir.

Il est à noter qu'un certain degré de relevé du patrimoine doit être effectué avant la démolition; les **experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine** peuvent offrir des conseils quant au degré de relevé approprié.

Une confirmation de la démolition complète d'un bien doit être envoyée au BEEFP et au **coordonnateur régional du patrimoine**.

6.4 Surveillance, établissement de rapports et d'objectifs

6.4.1 Contexte – Objectif

Aux termes de la Politique du CT, les ministères doivent mettre en place un cadre de gestion approprié, ce qui comprend une évaluation courante et systématique du rendement. Bien que la Politique du CT ne précise pas la nature ni la portée des indicateurs de rendement ou des mécanismes d'établissement de rapports ou d'objectifs, on comprend que les obligations en matière de conservation du patrimoine font partie de l'objectif de la politique.

Les objectifs de la procédure exposée ci-dessous sont les suivants :

- a) Établir de manière systématique, et à l'échelle nationale, des rapports de surveillance des activités de conformité (lesquelles sont définies aux sections 6.1, 6.2 et 6.3 du présent document);
- b) Planifier et mettre en œuvre de façon systématique, et à l'échelle nationale, les activités visant à appuyer la conformité, notamment l'établissement d'objectifs appropriés.

6.4.2 Regroupement à l'échelle nationale des activités de conformité

Comme il est précisé dans le présent document, le **coordonnateur régional du patrimoine** est chargé de surveiller un certain nombre d'activités liées à la conformité (se reporter également à l'annexe C : Mandat des coordonnateurs régionaux du patrimoine pour obtenir un résumé des responsabilités qui leur incombent). La liste des évaluations, des examens d'intervention et des aliénations prévus de même qu'un rapport annuel résumant les activités réalisées doivent être remis au **coordonnateur national du patrimoine**.

Ce dernier prépare ensuite un rapport annuel portant sur les activités de conformité de la DGBI en matière de patrimoine et présente ce rapport au **représentant de la DGBI auprès du BEEFP**, qui transmettra à son tour le rapport aux personnes concernées au sein de la Gestion nationale des locaux et du portefeuille (GNLP).

6.4.3 Activités à l'échelle nationale visant à appuyer la conformité de la DGBI

Le **coordonnateur national du patrimoine** est responsable de la planification et de la surveillance des activités tenues à l'échelle nationale pour veiller à ce que TPSGC soit conforme à la Politique du CT. Ces activités sont fondées sur les commentaires formulés par les **coordonnateurs régionaux du patrimoine**, un représentant pour chaque **expert régional en conservation professionnelle et technique du patrimoine**, le **représentant de DGBI auprès du BEEFP** et, au besoin, des représentants d'autres secteurs de la DGBI.

Ces activités comprennent notamment les suivantes :

- Etablir des objectifs appropriés pour les activités de conformité de la DGBI;
- Surveiller l'efficacité de la *Politique de la Direction générale des biens immobiliers en matière de gouvernance des édifices fédéraux du patrimoine* et du présent document, puis formuler des recommandations en vue d'améliorer ces dernières;
- Elaborer une formation destinée aux employés de la DGBI qui porte spécifiquement sur les obligations en matière de conformité, puis offrir cette formation;
- Elaborer des outils, méthodes et pratiques supplémentaires afin d'améliorer les activités de conformité de la DGBI.

7. Portée :

Cette procédure ainsi que la *Politique de la DGBI* s'appliquent à tous les employés de la DGBI qui participent à la gestion des édifices appartenant à l'État sous la garde du ministre de TPSGC, y compris les édifices gérés par des tierces parties.

8. Définitions : Se reporter à l'annexe A : Définitions.

9. Responsabilités : Se reporter à l'annexe B : Résumé des rôles et des responsabilités

10. Références :

Conseil du Trésor – [*Politique sur la gestion des biens immobiliers*](#)

Conseil du Trésor – [*Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires*](#)

Conseil du Trésor – [*Guide de la gestion des biens immobiliers*](#)

11. Pièces jointes :

Annexe A : Définitions

Annexe B : Résumé des rôles et des responsabilités

Annexe C : Mandat des coordonnateurs régionaux du patrimoine

Annexe D : Lignes directrices pour déployer les meilleurs efforts dans le processus d'aliénation

12. Demandes de renseignements :

Directeur, Direction de la conservation du patrimoine, Gestion des services professionnels et techniques.

Annexe A : Définitions

Aliénation : Dans le contexte des obligations spécifiques à la conservation du patrimoine dans la politique de Conseil du Trésor, une aliénation est définie comme toute transaction dont le résultat est le dessaisissement d'un bien immobilier de l'inventaire d'un ministère fédéral à une société mandataire (au sens de l'article 2 de la [*Loi sur la gestion des finances publiques*](#)), à la Couronne provinciale ou à une entreprise particulière.

Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) : Organisme consultatif interministériel qui réside à l'Agence Parcs Canada dont le but consiste à recommander la désignation patrimoniale et à conseiller les ministères gardiens sur la protection du caractère patrimonial des édifices du patrimoine dont ils ont la garde.

Caractère patrimonial : Ces caractéristiques d'un édifice qui en donnent la valeur et l'importance culturelles. Le caractère patrimonial pourrait comprendre des éléments physiques, des caractéristiques stylistiques, un plan, des espaces et des attributs moins tangibles tels que des liens historiques. Le caractère définissant les éléments d'un édifice fédéral du patrimoine ainsi que ces éléments sont décrits dans son énoncé de valeur patrimoniale.

Comité des édifices fédéraux du patrimoine : Un comité interministériel, présidé par le gestionnaire, BEEFP, qui évalue les édifices du patrimoine éventuels dans le but de cerner leur caractère patrimonial, de recommander leur désignation au ministre de l'Environnement, et qui examine les interventions à effectuer sur les édifices du patrimoine désignés. Les membres du Comité représentent un mélange de spécialistes professionnels en biens immobiliers et constituent une représentation des ministères gardiens.

Édifice classé : Le niveau de désignation le plus élevé pour un édifice fédéral du patrimoine. Les ministères gardiens doivent consulter le BEEFP concernant les travaux de réparation proposés.

Édifice fédéral du patrimoine : Tout édifice fédéral qui a été évalué par le BEEFP et qui a été classé ou reconnu pour son importance patrimoniale.

Édifice fédéral du patrimoine éventuel : Tout édifice appartenant au gouvernement fédéral qui a au moins quarante ans et qui n'a pas été évalué par le BEEFP.

Édifice reconnu : Le deuxième niveau de désignation pour un édifice fédéral du patrimoine. Les ministères gardiens doivent obtenir des conseils appropriés concernant les travaux de réparation proposés.

Intervention : Toute action qui peut avoir des répercussions sur le caractère patrimonial d'un édifice, notamment des travaux de réparation, une démolition ou une aliénation.

Répertoire des édifices fédéraux du patrimoine : Une liste des tous les édifices (entretenus par le BEEFP) qui ont été désignés édifices fédéraux du patrimoine.

Annexe B : Résumé des rôles et des responsabilités

Représentant de la DGBI auprès du BEEFP

Cette personne fait partie de la GNLP. Elle représente la DGBI pour toutes les communications stratégiques avec le BEEFP et le CT¹ relativement aux questions portant sur la conservation du patrimoine. En ce qui concerne la conformité avec la Politique du CT, le représentant de la DGBI auprès du BEEFP est conseillé par le coordonnateur national du patrimoine.

Les responsabilités du représentant de la DGBI auprès du BEEFP sont les suivantes :

- Participer à l'élaboration de politiques à l'interne;
- Prendre part aux réunions du comité du BEEFP dans le but d'évaluer et d'examiner « officiellement » les interventions en tant qu'un des trois représentants ministériels;
- Recevoir le rapport annuel sur la conformité préparé par le coordonnateur national du patrimoine, puis distribuer ce rapport aux personnes concernées au sein de la GNLP;
- Participer aux activités stratégiques de conformité tenues à l'échelle nationale et dirigées par le coordonnateur national du patrimoine (comme la définition, à l'échelle nationale, d'objectifs de conformité appropriés, la recommandation d'améliorations à apporter au contrôle de la conformité et à l'établissement de rapports à ce sujet, etc.).

Coordonnateur national du patrimoine

Cette personne est chargée de soutenir les communications à l'administration centrale, de conseiller le représentant de la DGBI auprès du BEEFP, de jouer un rôle de leader auprès des coordonnateurs régionaux du patrimoine, de surveiller les activités de conformité tenues à l'échelle nationale puis d'établir des rapports à ce sujet et, enfin, de planifier et de superviser les activités tenues à l'échelle nationale dans le but d'appuyer la conformité de la DGBI à la *Politique du Conseil du Trésor en matière de gestion des biens immobiliers*.

Les responsabilités du coordonnateur national du patrimoine sont les suivantes :

- Coordonner la participation des représentants de la DGBI lors des réunions d'évaluation et d'examen d'intervention « officiels » du BEEFP
- Conseiller le représentant de la DGBI auprès du BEEFP sur des questions d'ordre stratégique et technique en matière de conservation du patrimoine;
- Définir des objectifs appropriés en matière de conservation (en fonction des consultations avec le représentant de la DGBI auprès du BEEFP et les coordonnateurs régionaux) et surveiller les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs;
- Déterminer le format du rapport annuel sur les activités de conformité et produire ce rapport (d'après les renseignements fournis par les coordonnateurs régionaux du patrimoine), lequel sera transmis à la GNLP;
- Favoriser la communication entre les coordonnateurs régionaux du patrimoine et coordonner la contribution de ceux-ci à l'élaboration d'outils et de pratiques exemplaires supplémentaires;

¹ Le représentant de TPSGC auprès du BEEFP respectera tous les protocoles établis concernant les communications avec le SCT et, par conséquent, le Secteur de la gestion des programmes.

- Surveiller l'efficacité de la *Politique de la Direction générale des biens immobiliers en matière de gouvernance des édifices fédéraux du patrimoine* et de la présente procédure, puis formuler des recommandations en vue d'améliorer ces dernières;
- Coordonner l'élaboration et la prestation d'une formation sur la mise en œuvre de la présente procédure ainsi que de la *Politique de la Direction générale des biens immobiliers en matière de gouvernance des édifices fédéraux du patrimoine* et de la *Politique du Conseil du Trésor en matière de gestion des biens immobiliers*.

Coordonnateur régional du patrimoine

Pour obtenir une description complète de ce rôle, veuillez vous reporter à l'annexe C : Mandat des coordonnateurs régionaux du patrimoine.

Experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine

Ces experts travaillent au sein des Services professionnels et techniques de chacune des régions. Ils sont chargés de fournir des services consultatifs au coordonnateur régional du patrimoine, essentiellement dans le cadre des examens d'intervention. Bien qu'il soit recommandé qu'une seule personne par région agisse comme principale personne-ressource pour les communications avec le coordonnateur régional du patrimoine, il est entendu que la nature de ces services consultatifs requerra une expertise dans d'autres domaines, le cas échéant.

Les responsabilités des experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine sont les suivantes :

- Offrir des services consultatifs professionnels et techniques au coordonnateur régional du patrimoine en vue de déterminer les projets qui doivent être examinés à l'interne ou par le BEEFP et, dans le cas des édifices reconnus, d'établir le niveau d'examen approprié;
- Participer au processus d'examen spécifique à leur région;
- Examiner les projets liés aux édifices reconnus et formuler par écrit des commentaires et des recommandations destinés au gestionnaire de projet; cela peut également être approprié dans le cas de certaines interventions faites sur des édifices classés avant que le projet ne soit présenté au BEEFP à des fins d'examen;
- Participer à des activités de conformité tenues à l'échelle nationale et dirigées par les coordonnateurs national et régional du patrimoine (offrir éventuellement une formation aux employés de la DGBI d'une région donnée).

Comité régional du patrimoine

Même si cela n'est pas obligatoire, un comité régional du patrimoine peut être mis sur pied afin d'appuyer les activités de conformité du coordonnateur régional du patrimoine et des experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine. Le mandat précis de ce comité ainsi que l'identité de ses membres sont déterminés en fonction des priorités des portefeuilles régionaux.

Rôles liés à la mise en œuvre

La responsabilité de la mise en œuvre opérationnelle des activités de conformité est partagée par plusieurs employés au sein de la Direction générale. C'est le cas lorsque les édifices doivent être évalués et que des interventions doivent faire l'objet d'un examen. Ces employés utilisent la

procédure et les rôles décrits ci-dessus. Les rôles ci-dessous s'appliquent tant à l'interne qu'aux fournisseurs d'autres formes de prestation de services.

Gestionnaire de projet et gestionnaire des biens

Ces personnes travaillent avec les coordonnateurs régionaux du patrimoine pour s'assurer que les édifices sont évalués, que les projets requérant un examen sont identifiés et que leur examen est entrepris et consigné. Elles s'assurent que les experts-conseils ont pris connaissance de la documentation relative au caractère patrimonial de l'édifice, que ceux-ci reçoivent ces documents et que le processus d'examen est suivi.

Conseillers en immobilier

Les conseillers en immobilier sont responsables de respecter les protocoles servant à montrer que les « meilleurs efforts » ont été déployés dans le processus d'aliénation, et de consigner toutes les consultations avec le BEEFP au cours des processus d'aliénation et d'acquisition.

Annexe C : Mandat des coordonnateurs régionaux du patrimoine

Ce mandat représente les responsabilités minimales attribuées aux coordonnateurs régionaux du patrimoine. Les variations régionales au-delà de ces responsabilités sont encouragées pour respecter les conditions et objectifs régionaux.

Comme le décrit la présente procédure, les coordonnateurs régionaux du patrimoine administrent un certain nombre d'activités de conformité aux politiques dans leur région, représentent les intérêts de leur région au cours de transactions avec le BEEFP et le coordonnateur national du patrimoine, et coordonne la définition des procédures régionales requises (en consultation avec les autorités régionales visées).

Dans le contexte des évaluations d'édifice, le coordonnateur régional du patrimoine :

1. Elabore et maintient une liste classée par ordre de priorités des édifices nécessitant une évaluation par le BEEFP;
2. Peut participer à l'élaboration de la trousse d'information assemblée par le gestionnaire des biens (ou par le conseiller en immobilier dans le cas d'une acquisition) ou, au moins, l'examiner afin d'y déceler des écarts, des omissions ou des questions avant de la présenter au BEEFP pour évaluation;
3. Peut représenter la DGBI à titre d'un de ses trois représentants ministériels lors de la réunion d'évaluation du BEEFP;
4. S'assure que le SRI a été mis à jour afin de refléter le résultat de l'évaluation, et que l'énoncé de la valeur patrimoniale a été mis à la disposition du personnel compétent responsable de la gestion des biens immobiliers et de la gestion de projet.

Dans le contexte des examens d'intervention, le coordonnateur régional du patrimoine :

1. Dresse une liste des projets prévus qui devront être examinés par le BEEFP (pour les édifices classés) ou qui feront l'objet d'un examen interne de la DGBI (pour les édifices reconnus); cela est effectué en collaboration avec le personnel de gestion immobilière ou de gestion de projet compétent, et en collaboration avec des experts régionaux en conservation professionnelle et technique du patrimoine; il remet ensuite une copie de la liste au coordonnateur national du patrimoine;
2. Peut gérer ou participer dans les processus établis dans leur région pour l'examen de projets;
3. Peut orienter les gestionnaires de projet à présenter au BEEFP des renseignements concernant des projets se rapportant à des édifices classés;
4. Peut représenter la DGBI en tant qu'un des trois représentants du Ministère au sein du comité du BEEFP durant les examens « officiels » d'intervention (seulement s'il ne participe pas directement au projet);
5. Coordonne l'examen de projets concernant des édifices patrimoniaux reconnus par l'expertise en conservation compétente.

Dans le contexte de l'aliénation ou de la démolition, le coordonnateur régional du patrimoine :

1. Élabore une liste d'édifices patrimoniaux désignés dont l'aliénation est prévue dans leur région;

2. Peut gérer ou participer dans le processus établi dans leur région pour l'examen de projets visant l'aliénation ou démolition d'un édifice.
3. Peut orienter le conseiller en immobilier durant les consultations avec le BEEFP concernant la démonstration des meilleurs efforts dans le processus d'aliénation.

Faisant partie du Réseau du patrimoine de TPSGC, le coordonnateur régional du patrimoine :

1. Présente au coordonnateur national du patrimoine les listes des évaluations, examens et aliénations prévus dans sa région et fournit un rapport annuel des activités réalisées;
2. Participe à des initiatives fonctionnelles nationales visant à apporter des améliorations aux activités de conformité de la DGBI;
3. Participe à l'élaboration d'objectifs ministériels appropriés pour des activités de conservation du patrimoine;
4. Peut participer à l'élaboration et à la prestation d'une formation axée sur la conservation du patrimoine destinée aux employés de la DGBI.

Annexe D : Lignes directrices pour déployer les meilleurs efforts dans le processus d'aliénation

Ces lignes directrices n'ont pas pour but d'être prescriptives pour toutes les aliénations concernant des édifices reconnus ou classés puisque chaque aliénation est unique, nécessite une approche particulière, et peut exiger des étapes supplémentaires.

Les trois étapes des présentes lignes directrices ont été déterminées afin d'aider les conseillers en immobilier à respecter l'objectif de la Politique du CT dans le cadre du processus d'aliénation. Ces lignes directrices sont fondées sur des consultations antérieures avec le BEEFP, dont l'objectif est de garantir que la protection de la valeur patrimoniale est considérée adéquatement au cours de la vente d'édifices fédéraux du patrimoine désignés et que les options visant à protéger la valeur patrimoniale sont envisagées de façon appropriée.

Comme il est décrit dans la *Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires* du CT, les aliénations peuvent être « courantes » ou « stratégiques ». Ces lignes directrices s'appliquent aux deux types d'aliénations; cependant, les aliénations « stratégiques » ont lieu dans le cadre d'un processus quelque peu différent, puisque la Société immobilière du Canada (SIC) s'occupe de l'aliénation. Dans le cadre du processus d'aliénations stratégiques, la DGBI doit déterminer les étapes normalement nécessaires et recommander à la SIC de suivre ces étapes avant qu'une décision finale ne soit prise quant à l'avenir d'un édifice.

Étape 1 : Recueillir l'information (comprendre l'édifice)

1.1 Une fois que la DGBI a jugé qu'un édifice est excédentaire par rapport aux besoins du programme, le conseiller en immobilier doit en aviser le BEEFP (suite à une consultation avec le coordonnateur régional du patrimoine), initiant ainsi le processus de consultation qui se poursuivra tout au long du processus d'aliénation. Note : Toute la correspondance avec le BEEFP devrait faire référence au numéro de dossier du BEEFP pour l'édifice.

1.2 Par l'intermédiaire du coordonnateur régional du patrimoine, le conseiller en immobilier doit obtenir une copie et lire ce qui suit :

- **Énoncé de la valeur patrimoniale** : contient les raisons de la désignation et, le plus important, les caractéristiques déterminant la valeur qui devraient être protégées ou respectées.
- **Dossier d'évaluation de l'édifice** : constitue la feuille d'évaluation contenant les « notes » que l'édifice a reçues au moment de l'évaluation. Les évaluations de plus haut niveau indiquent une valeur ou un caractère patrimonial plus important.
- **Rapport du BEEFP** : constitue le rapport utilisé par le BEEFP pour évaluer l'édifice; il fournit de l'information historique et actuelle sur l'édifice et le site en fonction des dix critères d'évaluation du BEEFP en fonction desquels les édifices sont évalués.
- **Examens d'intervention** ou autres rapports sur les interventions effectuées sur l'édifice par le passé.
- Raisons de la désignation en tant que lieu historique national (le cas échéant).

Les conseillers en immobilier doivent conserver ces documents pour les autres ministères, ordres de gouvernement ou organismes ayant démontré de l'intérêt envers l'édifice.

1.3 Déterminer si d'autres ministères du gouvernement sont intéressés à administrer le bien et si son utilisation proposée est convenable afin d'assurer la protection de sa valeur patrimoniale.

1.4 Confirmer si l'édifice fait déjà l'objet d'une désignation par d'autres compétences (soit provinciales ou municipales)

Étape 2 : Explorer les options (protection de la valeur patrimoniale)

Les conseillers en immobilier doivent (après avoir consulté le coordonnateur régional du patrimoine) :

2.1 Communiquer avec les organismes patrimoniaux tant provinciaux que municipaux pour discuter de ce qui suit :

- De l'importance patrimoniale de l'édifice au sein de la province et de la municipalité;
- Si la province ou sa fondation/fiducie patrimoniale, ou, dans certaines compétences, la municipalité, peut convenir d'un accord de conservation (p. ex. constituer le détenteur de la convention) avec un acheteur potentiel, ou s'il y a un organisme externe qui pourrait remplir ce rôle;
- S'ils envisageaient de désigner l'édifice en vertu de leur législation (dans certaines compétences, les deux ordres de gouvernement peuvent désigner le même édifice et peuvent désirer le faire);
- L'existence de groupes d'intérêts locaux réels ou potentiels ou « amis », surtout si le réaménagement majeur de la propriété est envisagé;
- S'il existe des incitatifs ou de l'assistance technique quelconques qui peuvent aider un acheteur potentiel;
- De toute souplesse municipale en ce qui a trait à la planification (p. ex. zonage des contrats, transfert de droits d'aménagement) qui pourrait s'appliquer pour protéger la valeur patrimoniale.

2.2 Consulter le BEEFP pour discuter :

- Des résultats des consultations provinciales et municipales;
- Des scénarios/options possibles d'aliénation de la propriété (réutilisation, réaménagement) et si de telles utilisations de suivi sont appropriées;
- De la nature et du niveau de protection (p. ex. convention, désignation) qui pourraient protéger de façon appropriée la valeur patrimoniale (cela sera fondé, en partie, sur les options d'aliénation de la propriété et sur son niveau de désignation [p. ex. classé ou reconnu]);
- S'il n'y a aucune importance ni aucun intérêt patrimonial local, de la nature et du niveau de protection qui serait approprié;
- Du niveau du relevé des richesses du patrimoine qui conviendrait avant l'aliénation.

2.3 Soumettre au BEEFP (avec une copie au coordonnateur régional du patrimoine) un document résumant les efforts déployés pour trouver une solution de rechange. Ce document doit comprendre notamment :

- Les résultats des consultations effectuées au sein de TPSGC et auprès des autres ministères, des autres administrations et du BEEFP;
- Les différentes options prises en compte relativement à la protection après propriété;
- La nature et le niveau de tout type protection après propriété que TPSGC propose d'intégrer dans la convention de vente.

Étape 3 : Prendre une décision

3.1 En se fondant sur les efforts déployés pour trouver une solution de rechange, les recommandations formulées par le BEEFP et tous les autres facteurs liés à l'aliénation, prendre une décision définitive sur la nature et l'importance de la protection de la valeur patrimoniale de l'édifice. Si les recommandations du BEEFP ne sont pas appliquées au projet d'aliénation, on devrait exposer la position de TPSGC dans un document et la faire approuver par le représentant compétent. Cette position devrait également être communiquée au BEEFP et au coordonnateur régional du patrimoine.

3.2 Prendre les dispositions nécessaires pour appliquer le mécanisme de protection approprié à la propriété soit avant la vente ou au moment de celle-ci. Le BEEFP peut désirer voir la formulation proposée dans l'accord de vente avant de finaliser la vente.

3.3 Informer le BEEFP et le coordonnateur régional du patrimoine de la date de la vente et du nom de l'acheteur afin que le BEEFP puisse mettre à jour son dossier et retirer l'édifice du Répertoire des édifices fédéraux du patrimoine.